



**Compte rendu complet de la célébration de la
Journée Internationale de la Montagne en Haïti
11 Décembre 2008**

La Journée Internationale de la Montagne a été célébrée cette année en Haïti, Pays aux deux tiers montagneux abritant plus de 500.000 familles vulnérables à l'insécurité alimentaire et victime d'une saison cyclonique particulièrement désastreuse, d'où la pertinence et de la brûlante actualité du thème retenu : « la sécurité alimentaire dans les montagnes ».

1- Déroulement de la Journée

A l'instigation de la Représentation de la FAO en Haïti avec l'appui de l'Unité de communication de la Mission des Nations Unies pour la Paix et la Stabilisation en Haïti, un programme de communication multimédia a été animé par le Représentant de la FAO en Haïti, Mr Ari Toubou IBRAHIM. : Une conférence de presse et des Interviews.

Au préalable un dossier de presse à travers les matériaux produits par le siège a été constitué et distribué à une vingtaine d'organes de presse public et privé (Radios, Télévisions, Presses écrites et en ligne).

2- Résultats

Le programme a un franc succès à en juger par :

- le nombre de journalistes, les Télévisions et radios ayant participé à la conférence de presse du jeudi 11 Décembre
- la durée de la conférence 1H,
- la pertinence des questions soulevées,
- les relais assurés tant à travers les Télévisions, les radios
- les publications dès le vendredi dans la presse écrite (le **Nouvelliste**, le plus grand et le plus ancien des quotidiens du Pays de l'interview du Représentant de la FAO et l'exploitation faite du dossier de presse.
- Les échos parvenus et la curiosité suscités.

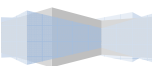
En annexe, figurent les éléments publiés.

Conclusion :

La célébration de la JIM en Haïti a été une première pour des considérations socio culturelles. Aussi pour cette fois, le programme s'est-il limité aux activités conduites ci-dessous sans une implication directe des autorités gouvernementales, qui ne se sont pas opposées, avec l'espoir progressivement de l'appropriation nationale de la célébration.

La tâche a été facilitée par la qualité des matériaux produits par le siège et accessible sur les sites, le recours à une stagiaire en communication dynamique et les bonnes relations établies avec l'unité de communication de la MINUSTAH, les organes de presse et correspondants locaux des médias en Haïti

Annexes :



ECONOMIE

12 Décembre 2008

"La sécurité alimentaire dans les montagnes"

Depuis 2003, l'ONU a proclamé la date du 11 décembre « Journée Internationale de la montagne ». Cette décision est le fruit du succès de l'Année Internationale de la montagne en 2002 qui a renforcé la sensibilité mondiale sur l'importance des montagnes. La FAO est l'organisme de coordination chargé de piloter les événements organisés à l'occasion de la « Journée internationale de la montagne ».

« La sécurité alimentaire dans les montagnes », c'est le thème choisi par les Nations Unies pour commémorer hier jeudi (11 décembre) la Journée internationale de la montagne. Cet événement a vu le jour en 2002 qui ramenait l'Année internationale de la montagne. L'importance de la montagne dans la vie des habitants de la terre a fait l'objet d'échanges très fructueux tout au long de cette année (2002). Suite à ces échanges, les différentes parties sont arrivées aux constats suivants : les montagnes sont des espaces fragiles et les populations des montagnes sont parmi les plus démunies.

C'est dans un souci de sauvegarde de ces patrimoines naturels que les Nations Unies, à travers l'Assemblée générale, ont décrété la date du 11 décembre Journée internationale de la Montagne. Ce, pour sensibiliser l'opinion publique sur l'importance des montagnes pour la vie sur terre, de mettre en lumière les opportunités et les contraintes de leur mise en valeur durable et de créer des partenariats qui



Le représentant de la FAO en Haïti, Ari Bouto Ibrahim

(Photo: James Alexis)

apporteront des changements positifs aux montagnes et aux hauts plateaux du globe.

La FAO qui a organisé la campagne en 2002 autour de la problématique a été mandatée pour coordonner toutes les activités de cette journée.

En Haïti, pays très montagneux et membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies on n'a pas célébré cette journée. Aucune cérémonie particulière n'a été organisée pour marquer la Journée internationale de la montagne en dépit des difficultés d'ordre environnemental auxquelles est confronté ce pays. La seule note positive de cette journée est venue du représentant de la FAO en Haïti, M. Ari Toubou Ibrahim.

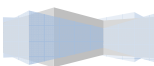
Au cours d'une intervention liminaire faite à l'occasion de la journée de la montagne, M. Ibrahim, après avoir retracé l'historique de cette journée, a mis en relief le travail réalisé par la FAO dans le processus de mise en valeur durable des montagnes dans le monde.

« Cet accent sur les montagnes fait partie intégrante de sa responsabilité d'agence spécialisée chargée de relever les niveaux nutritionnels, d'améliorer la productivité de l'agriculture et de réduire la pauvreté et la faim dans le monde », a indiqué M. Ari Toubou Ibrahim. Poursuivant sur la même lancée, il a relaté le travail inlassable de la FAO qui a mis en oeuvre un programme ambitieux destiné à accroître la sensibilisation, le partage d'informations et de la connaissance, la recherche et la promotion d'une action à long terme dans les régions montagneuses.

« Nous sommes tous des gens de la montagne », tel était le slogan de la FAO à l'occasion de l'Année internationale de la montagne en 2002. Selon Ari Toubou Ibrahim, ce slogan attirait l'attention sur un message: les montagnes sont vitales pour la sécurité et le bien-être des populations d'altitude comme des plaines. Les montagnes, dit-il, fournissent l'essentiel de l'eau douce de la planète, renferment une variété étonnante de plantes et d'animaux et abritent plus d'un habitant de la planète sur dix.

« D'ailleurs nous dépendons tous des montagnes nous sommes, tous liés d'une façon ou d'une autre à la montagne et nous en subissons tous l'influence beaucoup plus que nous ne l'imaginons. Chaque jour, les environnements des montagnes subissent les assauts du changement climatique, des activités d'extraction minière, de pratiques agricoles insalubres et des conflits », a fait remarquer le représentant de la FAO en Haïti.

La Journée internationale de la montagne 2008 offre l'occasion de se pencher sur les difficultés que rencontrent les populations montagnardes pour se procurer une nourriture adéquate et nutritive. Les climats rigoureux et les terrains souvent inaccessibles exposent les populations de montagne aux pénuries alimentaires. Actuellement, la flambée des prix des produits alimentaires dans le monde entier et les coûts accrus des transports vers les zones reculées, les communautés montagnardes sont contraintes de payer leur nourriture beaucoup plus cher. Le problème de la faim s'aggrave.



Faisant référence à Haïti, M. Ibrahim concède que ce pays qui abrite des massifs montagneux jouant un rôle déterminant pour l'île d'Hispaniola aux plans hydrologique, économique, environnemental et socioculturel est interpellée au plus haut point par la gestion des écosystèmes de montagne.

En Haïti plus de cinq cent mille familles vivent dans les mornes, selon des chiffres avancés par Ari Bouto Ibrahim. Ces familles, explique-t-il, sont très vulnérables compte tenu de la faiblesse de leur productivité et n'ont pas assez de terres à mettre en valeur. Pour survivre, elles doivent s'approvisionner de produits importés plus chers exposés dans les marchés périphériques

En conclusion, le représentant de la FAO invite les autorités haïtiennes à prendre l'engagement de gérer la sécurité alimentaire des gens des mornes qui, selon lui, sont les plus vulnérables des ménages haïtiens.

Cyprien L. Gary

Articles parus sur le site web de la MINUSTAH

12 décembre 2008

<http://www.minustah.org/articles/1809/1/Repenser-la-problematique-de-la-montagne-en-Haiti-/12-decembre-2008.html>

Sous le thème : « La sécurité alimentaire dans les montagnes, il est grand temps d'agir », a été célébrée, le 11 novembre, la Journée internationale de la Montagne. Cette commémoration visait à mettre en exergue « l'importance des montagnes pour la vie sur terre», la nécessité de renforcer les interventions destinées à «améliorer les conditions de vie des montagnards et la protection de leur environnement». Des problématiques, qui, en raison des caractéristiques géographiques d'Haïti, interpellent, au plus haut point, les pouvoirs publics.



 [Galerie de photos](#)

[SlideShow](#)

« Les montagnes sont vitales pour la sécurité et le bien-être des populations d'altitude comme des plaines. D'ailleurs, nous dépendons tous des montagnes, nous sommes tous liés d'une façon ou d'une autre aux montagnes et en subissons tous l'influence, beaucoup plus que nous ne l'imaginons », a fait remarquer le représentant de la FAO, Ari Toubou Ibrahim.

Celui-ci s'exprimait, au nom de l'Agence, lors de la conférence hebdomadaire de la MINUSTAH.

Pour Haïti, ce rappel est d'autant plus d'actualité que la superficie du pays est constituée à 75% de montagnes. D'ailleurs, le nom Haïti signifie « terre haute, terre montagneuse ».

Par ailleurs, les massifs montagneux jouent pour le pays «un rôle déterminant en terme hydrologique, économique, environnemental et socioculturel ». En effet, ils abritent les trois principaux châteaux d'eau du pays : le parc La Visite, dans le prolongement du massif de La selle, le parc Macaya, dans les massifs du Sud, et Marmelade, dans l'Artibonite. Outre leur poids hydrographique, ces deux parcs constituent des réserves de plantes médicinales et de faune n'existant nulle part ailleurs en Haïti.

De l'indépendance en 1804 aux années 80, les montagnes, via le café notamment, fournissaient l'essentiel des exportations ayant assuré la survie du pays au plan financier. Et de nos jours encore, le poids de la montagne dans la production agricole du pays reste important. Elles fournissent également une part considérable des produits vivriers servant à l'alimentation dans les villes.

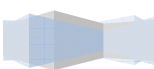
« **Une catastrophe écologique** »

Autre aspect important mis en exergue par la célébration de la Journée internationale de la Montagne est la nécessité de la protection de l'environnement des montagnards. Or, les montagnes dénudées d'Haïti traduit l'état de déforestation accélérée frisant la désertification. Et pour cause, la couverture végétale se situe maintenant à moins de 2 %. Avec l'abattage annuel de 500 mille tonnes d'arbres, la dégradation environnementale va s'aggravant.

Dans le document de programme du gouvernement intitulé «Document de Stratégie nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (DSNCRP)», il est mentionné que «l'environnement rural haïtien est en dégradation accélérée, et les facteurs les plus directs sont le déboisement et l'érosion. Etant un pays montagneux dont 2/3 des régions rurales comprennent des pentes de plus de 20%, Haïti souffre d'une très forte érosion. Du fait des coupes d'arbres et du défrichage des terres marginales faites par les populations, 25 des 30 principaux bassins versants en Haïti sont aujourd'hui dénudés et leurs sols fortement affectés par l'érosion ».

Pour Richard Cantave, chargé des Relations publiques à la Fondation Seguin, un organisme gérant le parc la Visite, cette situation est due non seulement à «l'utilisation quotidienne du bois comme source d'énergie mais aussi au commerce qui se développe autour ». Selon lui, rien n'est fait pour l'arrêter. Il y a « absence quasi-totale de programmes de l'Etat haïtien touchant le problème de la déforestation », ajoute-t-il.

M. Cantave de mettre en garde : « C'est un désastre. C'est une épée de Damoclès qui est sur notre tête et qui risque d'avoir des conséquences sociales, politiques et économiques désastreuses et ceci à court terme s'il n'y a pas une application de la loi et un programme



d'urgence pour l'environnement ».

Il a par ailleurs mis en exergue les relations entre la couverture végétale dans les mornes et les inondations à répétition dont est victime le pays. A titre d'exemple, il a cité la destruction du parc La visite et les dernières inondations qui ont frappé la commune de Croix-des-Bouquets et ses zones avoisinantes telles la plaine du Cul-de-sac et Croix-des-Missions qui se trouvent en aval. «Si l'on ne prend pas des mesures urgentes, le parc va disparaître. Il entrainera dans son sillage toutes ces zones qui se situent en aval. Le nœud du problème réside dans la situation du parc».

Quelque soit sa cause, la déforestation contribue à « fragiliser considérablement les ressources naturelles », de l'avis de l'agronome Dimitri Norris. Pour lui, certaines cultures pratiquées dans les montagnes et certaines méthodes culturales sont aussi inappropriées à cette topographie.

« Les zones cultivées sur des terrains inaptes à l'agriculture sont estimés entre 20 et 30 % de la surface du pays », selon le DSNCRP. Tout ceci a pour conséquences : « l'érosion des sols, la diminution des ressources en eau puisque l'infiltration de l'eau dans le sol baisse. Des espèces animales ou des plantes vont disparaître », a signalé l'agronome Noris.

Face à une telle situation, « l'urgence, la priorité des priorités demeure l'aménagement du territoire, l'aménagement des bassins versants», estime Arnaud Dupuy, responsable de l'Unité Environnement au PNUD». C'est d'autant plus urgent, poursuit-il, que « notre cadre de vie et notre cadre de production sont en train de disparaître ».

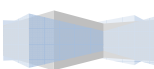
Et prendre en compte la problématique de la montagne dans les politiques de développement est une « nécessité impérieuse ». Il le faut en effet, non seulement pour assurer la protection des bassins versants mais aussi « pour protéger les ressources en eau et la diversité biologique. Il le faut aussi prévenir la dégradation des sols et les catastrophes naturelles en aval », souligne-t-il.

La carence au niveau de la gestion des montagnes est porteuse de conséquences graves, si l'on en croit M. Dupuy. Celui-ci en a pour preuve les « multiples inondations se produisant aux moindres averses » et causant des dégâts importants tels aux Gonaïves, dans le département de l'Artibonite, à Cabaret, dans l'Ouest, ou à Mapou, dans le Sud-Est.

Avec la mauvaise gestion des montagnes, « même les plaines d'Haïti sont en danger parce qu'elles ne sont pas protégées », signale en outre Arnaud Dupuy. Les montagnes étant dénudées, les eaux pluviales ne vont pas dans les nappes phréatiques mais se transforment plutôt en ruisseaux transportant des pierres, du sable et de la boue couvrant les terres fertiles.

Des mesures pour redresser la situation ?

Dans le «Document de Stratégie nationale pour la Croissance et la Réduction de la



Pauvreté», les questions de l'environnement s'intègrent à la politique générale de réduction de la pauvreté. « L'état de l'environnement est tel en Haïti qu'il est illusoire de poursuivre une stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté si les problèmes environnementaux ne sont pas abordés de manière globale et inscrits dans une volonté politique réelle de l'État haïtien pour les résoudre », y lit-on.

Et dans cette optique, se situe la politique de relance de l'agriculture mise en place par le gouvernement. Une politique qui prend aussi en compte la nécessité de faire face à l'urgence provoquée par les dernières intempéries ayant frappé le pays, notamment les zones montagneuses. Aussi, le Ministère de l'Agriculture a entrepris un vaste programme de distribution de semences et d'outils. Il vend également des engrais à des prix préférentiels. Le budget disponible serait de l'ordre de 17 milliards de gourdes.

Quant à la FAO, l'essentiel de ses programmes d'urgences, depuis la crise alimentaire d'avril, est orienté en faveur des 500.000 familles vulnérables vivant majoritairement dans les mornes. Quelque 9 millions de dollars américains sont consacrés à des projets d'urgences en cours, auxquels il faut ajouter 10 millions de dollars US mobilisé dans le cadre du « plan d'action à court terme d'appui à la production vivrière en Haïti ».

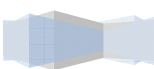
Pour sa part, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) entreprend aux Gonaïves un projet de restauration de bassins versants. Ceci doit permettre de faire face au danger que ceux-ci représentent pour la population en aval, les infrastructures et les terres fertiles. Ce projet, qui est à la phase II, se chiffre à \$US 4,6 millions.

Dans le Sud-Est, sont mis en place des projets relatifs aux propositions de plans d'aménagement des Bassins versants. Des projets qui coutent environ 900 mille dollars américains.

Tenant compte de la fragilité des écosystèmes des montagnes, les pouvoirs publics devraient accorder à ce dossier la plus grande importance. Et au centre des stratégies à mettre en œuvre, doivent se trouver les gens des mornes car « ils sont les plus vulnérables des ménages haïtiens ». Le drame de Baie d'orange, dans le Sud-Est du pays, avec son cortège de décès d'enfants malnutris est là, en effet, pour le rappeler.

Depuis 2003, le 11 décembre a été décrété Journée internationale de la Montagne par l'Assemblée Générale des Nations Unies. Cette année, elle est célébrée sous le thème : La sécurité alimentaire dans les montagnes, il est grand temps d'agir.

Retranscription de la conférence de presse
Transcription





Notes de Presse

Conférence de presse conjointe de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), animée par Madame Sophie Boutaud de la Combe, Porte-parole de la MINUSTAH, avec comme intervenant principal M. Ari Toubou Ibrahim, représentant de la FAO en Haïti.

INTERVENTION DE Sophie Boutaud de la Combe, porte parole de la MINUSTAH

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, bonjour. Aujourd'hui 11 décembre, nous commémorons la Journée internationale de la montagne. A cette occasion, nous vous remercions d'avoir accepté notre invitation à cette conférence de presse spéciale dédiée à cette journée. La journée internationale de la montagne est une occasion de sensibiliser l'opinion publique à l'importance des montagnes pour la vie sur terre, de mettre en lumière les opportunités et les contraintes de leur mise en valeur durable et de créer des partenariats qui apporteront des changements positifs aux montagnes et aux hauts plateaux du globe. Les montagnes sont cruciales pour la vie sur terre. Que nous vivions au milieu de la mer ou sur les plus hauts sommets, nous sommes tous concernés d'une façon ou d'une autre par les montagnes beaucoup plus que nous ne l'imaginons. Les montagnes fournissent l'essentiel de l'eau douce de la planète, renferment une variété étonnante de plantes et d'animaux et abritent plus d'un habitant de la planète sur dix. Pourtant, chaque jour, la dégradation de l'environnement, les effets des changements climatiques, l'exploitation minière, les conflits armés, la pauvreté et la faim mettent en péril le tissu extraordinaire qui fait vivre nos montagnes.

En tant qu'organisme spécialisé chargé de relever les niveaux nutritionnels, d'améliorer la productivité de l'agriculture, et de réduire la pauvreté et la faim dans le monde, c'est tout naturellement la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, qui a été chargée de piloter les événements organisés à l'occasion de la journée internationale de la montagne. La FAO relève en effet les défis de la mise en valeur durable des montagnes dans monde de multiples façons. Pour nous en parler je vous invite à écouter M. Ari Toubou Ibrahim, Représentant de la FAO en Haïti.

INTERVENTION DE M.Ari Toubou Ibrahim, REPRESENTANT DE LA FAO EN HAÏTI

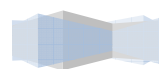
Merci chère collègue. Mesdames et Messieurs, en ma qualité de Représentant de la FAO en HAÏTI, il m'est agréable de prendre la parole en ce jour de célébration de l'importance des montagnes pour la vie sur terre et de renforcement de notre engagement collectif à améliorer les vies et les moyens d'existence des montagnards et la protection de leurs environnements. C'est l'Assemblée Générale des Nations Unies qui a proclamé le 11 décembre "Journée Internationale de la Montagne " à compter de 2003. Cette décision des

Représentation de la FAO en République d'HAÏTI

16 angle Rue Armand Holly & Debussy

BP : 13225 PORT AU PRINCE

HAÏTI



Nations Unies de rendre hommage aux montagnes lors d'une Journée spéciale chaque année a été prise au lendemain du grand succès remporté par l'Année Internationale de la Montagne en 2002 et la FAO désignée, organisme de coordination pour l'Année, a été chargée de piloter les événements commémoratifs de la Journée Internationale de la Montagne. La FAO répond aux défis de mise en valeur durable des montagnes dans le monde par le biais de tous ses départements techniques, grâce à ses travaux normatifs, à son programme de terrain, à l'appui direct aux pays et sa contribution aux partenariats mondiaux. Cet accent sur les montagnes fait partie intégrante de sa responsabilité d'agence spécialisée chargée de relever les niveaux nutritionnels, d'améliorer la productivité de l'agriculture et de réduire la pauvreté et la faim dans le monde. Il s'inscrit également en droite ligne du rôle qu'elle a joué en tant que Maître d'œuvre du Chapitre 13 de l'Action 21 de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement, appelé communément, Sommet de la Terre de 1992 de Rio de Janeiro. La FAO a contribué à mettre en œuvre un programme ambitieux destiné à accroître la sensibilisation, le partage d'information et de connaissances, la recherche et la promotion d'une action à long terme dans les régions de montagne. Au commencement était le slogan de l'Année internationale de la montagne "Nous sommes tous des gens de la montagne". Il appelait l'attention sur un message fondamental: les montagnes sont vitales pour la sécurité et le bien-être des populations d'altitude comme des plaines. D'ailleurs, nous dépendons tous des montagnes, nous sommes tous liés d'une façon ou d'une autre aux montagnes et en subissons l'influence, beaucoup plus que nous ne l'imaginons comme le disais d'ailleurs Mme Sophie Boutaud de la Combe. Et pourtant, les montagnes sont extrêmement fragiles, même si leurs écosystèmes peuvent présenter de profondes différences. Chaque jour, les environnements de montagne subissent les assauts du changement climatique, des activités d'extraction minière, de pratiques agricoles insalubres et des conflits. La Journée internationale de la montagne offre cette année l'occasion de se pencher sur les difficultés que rencontrent les populations de montagnes pour se procurer une nourriture adéquate et nutritive leur permettant de mener une vie active et saine. Elle attire l'attention sur les besoins particuliers de sécurité alimentaire des communautés de montagne qui doivent être pris en compte lors de la mise au point de stratégies et politiques spécifiques aux zones de montagne. Les climats rigoureux et les terrains accidentés et souvent inaccessibles, exposent les populations de montagne aux pénuries alimentaires.

Actuellement, avec la flambée des prix des produits alimentaires dans le monde entier et les coûts accrus du transport vers les zones reculées, les communautés montagnardes sont contraintes de payer leur nourriture beaucoup plus cher. Le problème de la faim en montagne s'aggrave. Améliorer la sécurité alimentaire en montagne passe par la promotion et l'expansion des cultures de montagne traditionnelles; la sauvegarde des pratiques autochtones d'utilisation des terres; l'amélioration des programmes de sélection du bétail adapté aux montagnes; un meilleur accès aux marchés; et des politiques publiques spécifiques aux zones de montagne, conçues avec la participation de leurs populations. Tout comme les océans et les forêts, les montagnes sont un élément indispensable à la vie sur terre. Que nous vivions au niveau de la mer ou sur les hauts sommets, nous sommes tous concernés d'une façon ou d'une autre par les montagnes. Effectivement les montagnes fournissent l'essentiel de l'eau douce de la planète, renferment une variété étonnante de plantes et d'animaux, et abritent plus d'un habitant de la planète sur dix. Pourtant, chaque

jour, la dégradation de l'environnement, les effets du changement climatique, l'exploitation minière, les conflits armés, la pauvreté et la faim mettent en péril les écosystèmes des montagnes. Haïti qui abrite des massifs montagneux jouant un rôle déterminant pour l'île HISPANIOLA aux plans, hydrologique, économique, environnemental et socioculturel, est interpellée au plus haut point par la gestion des écosystèmes de montagne.

A l'occasion de cette Journée Internationale de la Montagne, prenons l'engagement de gérer la sécurité alimentaire des gens des mornes, les plus vulnérables des ménages Haïtiens. En effet, les statistiques de la coordination nationale de la sécurité alimentaire dénombrent 500.000 familles vulnérables vivant essentiellement dans les mornes. Et c'est en leur faveur que l'essentiel de nos activités de programmes d'urgences depuis la crise alimentaire d'avril est orienté. Dans votre dossier, vous avez une série de projets que nous mettons en œuvre. Mais en vérité cela ne couvre pas les besoins, loin s'en faut, et c'est grâce à votre relais, grâce à vos soutiens que nous allons donc ensemble mobiliser d'autres ressources nécessaires pour faire face aux besoins de ces populations qui sont prêtes à travailler et à relever le défi de la sécurité alimentaire pour tous. Je vous remercie.

SBdIC : Merci M. Ari Toubo Ibrahim.

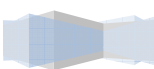
Comme il s'agit d'une conférence de presse spéciale à l'occasion de cette journée internationale de la montagne, je vous remercie de concentrer vos questions sur ce sujet. Si vous avez d'autres questions sur d'autres sujets, merci de venir me voir à la fin de cette conférence de presse.

La problématique des zones montagneuses est un facteur important en Haïti. Vous savez que la situation à Baie d'Orange est principalement due justement au fait que ce soit une zone montagneuse et à l'enclavement qui rend plus vulnérable ces populations. La présence du Représentant de la FAO aujourd'hui est une opportunité pour vous de poser vos questions.

QUESTIONS / REPONSES

Question 1 : Je vais demander à Sophie de nous parler du problème à Baie d'Orange, car il y a beaucoup de journalistes d'entre nous qui ne sont pas au courant.
SBdIC :Je vais laisser la parole à M. Ari Toubo Ibrahim pour vous en parler plus en détail.

Ari Toubo Ibrahim : En fait, la situation de Baie d'Orange nous interpelle tous. Le problème est un problème structurel. Même s'il apparait aujourd'hui (avec les images et la réalité des enfants affamés que nous avons vus), c'est une région enclavée, c'est une région qui n'a pas pu disposer de tous ce qu'il lui faut pour faire face à ses besoins de production depuis longtemps. J'aimerais vous référer à la Thèse du Dr Maronne directrice de la nutrition. Sa thèse porte sur la nutrition et l'état nutritionnel dans cette même région il ya 30 ans. Elle rapportait à peu près les images et la situation qui prévaut encore aujourd'hui. La réaction a été prompte en tout cas en ce qui concerne nos structures car nous sommes sur le terrain.



Nous avons distribué présentement des semences maraîchères pour permettre à ces populations de reprendre leurs activités de production. Bien sûr cela n'est pas suffisant, il faut faire face à l'urgence, c'est-à-dire assurer la disponibilité alimentaire, les accueillir dans des centres nutritionnels pour parfaire la compréhension du problème de leurs enfants à ces femmes, et les accompagner avec ce qu'il faut pour continuer ces traitements ou ces thérapies de la malnutrition. Mais le plus durable comme solution c'est la reprise de la production alimentaire, c'est la diversification, c'est la ration complète.

Question 2 : En rapport avec l'explication, il y a quelque chose que l'on n'a pas saisi. Le problème date de plus 30 ans, mais à ce jour aucune évolution n'a été constatée, (même par rapport aux mesures que vous avez prises dès que le problème s'est posé), par rapport à la thèse dont vous nous parliez ?

Ari Toubou Ibrahim : En vérité, il faut dire que les investissements ne sont pas suffisants, les infrastructures de désenclavement n'ont pas été réalisées. Aussi longtemps qu'il n'y a pas d'investissement, aussi longtemps qu'il n'y a pas désenclavement, on va vivre ce genre de situation ; non pas parce rien n'a été fait, on a déjà pu contenir, mais on n'a pas pu changer la situation de façon fondamentale. Or c'est de ça qu'il s'agit. Il faut parvenir à ce changement fondamental et si aujourd'hui nous sommes interpellés, pour penser à la sécurité alimentaire des populations de montagnes donc de la population des mornes, c'est parce que nous sommes dans des endroits où la vie est difficile en raison de l'insuffisance des investissements, en raison de leur enclavement et de leurs difficultés à accéder au marché.

Question 3 : Est-ce que la FAO est en Haïti pour constater les dégâts et qu'est ce qui a été fait pour aider à résoudre ce problème ? Est-ce que la FAO a un programme bien particulier face à cette cruauté ?

SBdIC : Si je peux juste donner une précision à ce propos, il faut bien faire la différence entre tout ce qui est structurel, c'est-à-dire le désenclavement lui-même et les travaux d'infrastructures pour permettre de désenclaver, qui n'est pas, je crois, de la responsabilité de la FAO. Et le travail de la FAO qui est là en appui à l'agriculture et à l'alimentation. Ils ont permis de contenir un problème de malnutrition, mais ce qui permettrait de régler les problèmes qui sont des problèmes d'infrastructure, ne dépend pas du mandat de la FAO. Je vais laisser M. Ibrahim vous donner plus de détails.

Ari Toubou Ibrahim : Tout à fait. Ce que je peux ajouter c'est qu'effectivement, le programme que nous conduisons est un programme orienté en ce moment en faveur de 250.000 familles les plus vulnérables à travers les dix départements du pays. Quelques 63 communes sont ainsi recensées, en concertation avec les structures de terrain, pour les aider à faire face à leurs besoins de semences de haricots pour la campagne d'hivers, mais aussi pour les deux campagnes à venir : la campagne de printemps, et la campagne d'été. Et par rapport à cela, le programme est en cours. Un deuxième volet important de ce programme, c'est d'assurer la disponibilité en semences. Vous ne le savez peut-être pas mais aujourd'hui, le service

National de semences n'est pas fonctionnel. Il n'y a pas de disponibilité au niveau local en semences améliorées. Donc nous avons dû importer des semences améliorées, voire en vrac, pour permettre aux paysans de faire face à leurs besoins en semences. Et automatiquement nous avons enclenché, avec 4 ou 5 contrats de multiplication de semences et également d'appui au service national de semences, pour qu'à partir des campagnes à venir, il y ait une disponibilité en semences améliorées au niveau local. Bien entendu on peut prendre des graines ordinaires et les semer, mais les rendements seront faibles. Or notre objectif est d'accroître rapidement la disponibilité alimentaire dans le pays. Pour le reste, il faut dire que nous sommes associés dans de grandes réflexions pour la relance de l'agriculture et du développement rural. Nous avons été associés à comprendre la problématique de la flambée des produits alimentaires en Haïti, et à donner les réponses appropriées aux 3 niveaux de mesures institutionnelles, c'est-à-dire sur le plan de la fiscalité, sur le plan tarifaire et pour la commercialisation des produits, puisque le pays importe quand même près de 50% de ses besoins alimentaires (particulièrement pour le riz, le blé et le sucre). Deuxième mesure, c'est la relance de la production à court terme et c'est dans ce cadre que rentre le programme que je viens de vous rappeler en faveur de 250 000 familles. La 3^e mesure est une mesure comme celle de la situation de Baies d'Orange où il y a des cas sociaux qu'il faut prendre en main, il y a un filet de sécurité qu'il faut asseoir car il y a des gens qui sont dans la situation extrêmement difficile, qu'il faut secourir. Voilà donc ce que nous sommes en train de faire.

SBdIC : Du point de vue budgétaire, les 250 000 familles dont parle le Représentant de la FAO représentent un budget de plus de 10 millions de dollars US. Et à ces 10 millions qui sont vraiment un plan d'action à court terme d'appui à la production vivrière en Haïti, il faut ajouter 9 millions de dollars US, pour des projets d'urgences qui sont en cours en ce moment et qui s'ajoutent à d'autres projets à moyen terme.

Question 4 : N'ayant pu être là au début pour prendre connaissance de l'intervention liminaire de M. Ibrahim, j'aimerais qu'il revienne surtout sur les événements commémoratifs pour cette date car je crois qu'Haïti est comme on le surnomme un pays de hautes montagnes. Est-ce qu'il y a là un programme spécial car nous faisons la différence avec la République Dominicaine et Haïti, et également avec les Antilles.

SBdIC : Vous voulez parler d'un programme d'action de la FAO ou d'un programme en commémoration de cette journée ?

Journaliste : Ma question est à deux volets justement.

Ari Toubou Ibrahim : Merci, vous trouverez mon intervention liminaire dans le dossier de presse qui est à votre disposition. Pour cette journée internationale de la montagne, cette activité me paraît majeure, voire de la plus grande importance, car vous êtes les meilleurs relais pour porter ce message et rappeler l'engagement à la fois de la communauté internationale mais également des autorités de ce pays, ainsi que de ces citoyens. Sur le plan du programme, nous sommes effectivement engagés dans une grande étude sur la politique et la stratégie forestière. Cela est vraiment l'élément fondamental duquel découlent toutes les autres interventions en faveur des montagnes, parce que les bassins versants (ou

quelque soient les autres activités liées à la gestion des ressources naturelles), découlent de cette politique en cours de définition et en cours de discussion, mais surtout en cours de mobilisation. Vous le savez donc mieux que quiconque (surtout que vous avez fait la comparaison avec la République Dominicaine), le niveau de dégradation de l'environnement et des forêts ici nous interpelle tous. Et le gouvernement, en premier, le département de l'agriculture et le ministère de l'environnement, nous ont interpellés par rapport à notre implication dans la réflexion qu'ils sont en train de mener par rapport ce problème. Et je peux vous dire que des institutions partenaires comme la Banque inter américaine de développement, l'USAID, sont avec nous pour conduire cette activité aux côtés du gouvernement, afin de faire face effectivement à ce besoin de changer ce contexte.

SBdIC : Pas d'autres questions ? Je vous rappelle que M. Ibrahim reste à votre disposition si vous souhaitez faire des interviews avec lui au cours de la journée. Nous pouvons maintenant passer à vos questions sur d'autres sujets.

Question 5 : Je voudrais que vous nous parliez de l'opération Bouclier bleu, quels sont les résultats déjà obtenus à partir de cette coopération ?

SBdIC : C'est une opération conjointe, menée en appui au plan de sécurisation urbaine de la PNH. C'est organisé, en coordination avec la PNH ce qui veut dire que nous avons des sites conjoints, où nous sommes ensemble et des sites où la PNH est de son côté et d'autres où nous sommes de notre côté.

Il est difficile de donner des résultats lorsqu'on est à quelques jours seulement du lancement de l'opération. Nous pourrions faire un bilan plus précis à la fin du mois de décembre puisque cela fera à peu près 3 semaines que l'opération aura été lancée.

C'est un plan préventif qui a été mis en place parce que, comme vous le savez, le dernier trimestre de l'année est suffisamment connu pour avoir une tendance à l'augmentation des actes criminels. Même si, si l'on regarde les années précédentes, c'est-à-dire depuis 2005, il y a une réduction de cette tendance.

Cette opération « bouclier bleu » est là pour confirmer la réduction de la tendance à l'augmentation. En matière de chiffre, je peux vous dire, par exemple, qu'en 2005 le dernier trimestre de l'année avait connu 75% d'augmentation des actes de kidnapping. En 2006, ce n'était plus que 35 %. En 2007, l'année dernière, ce n'était plus que 10 %. Nous sommes passés de 75 % à 10% ce qui veut dire qu'il y ait une nette réduction de cette tendance à l'augmentation, justement liée à ces plans de sécurisation qui sont mis en place à la fin de l'année. Cette année encore, nous avons mis en place ce plan en coordination avec la PNH, pour consolider ces bons efforts et permettre à la population de bénéficier des fêtes de fin d'année dans un esprit de sécurité et de tranquillité.

Pas d'autres questions ? Bonne semaine à toutes et à tous.

